

**Annexe 108 : La démission refusée du Président Théodore Sindikubwabo  
le 22 avril 1994**

1. Lettre de Théodore Sindikubwabo, Président de la République, à Augustin Bizimana, ministre de la Défense, du 22 avril 1994.....2
2. Rapport d'E. Nzeyimana, officier d'ordonnance du Président Sindikubwabo au Commandant de l'ESO de Butare le 26 avril 1994.....4
3. Déposition de Jean Kambanda, Premier ministre, TPIR, T2K7-66, 19 mai 1998, p. 16-17 et 22-24.....5

1. Lettre de Théodore Sindikubwabo, Président de la République, à Augustin Bizimana, ministre de la Défense, du 22 avril 1994

REPUBLIQUE RWANDAISE



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
CABINET DU PRESIDENT

**Confidentiel**

Kigali, le 22 Avril 1994.....

N° 263/01.10

Monsieur le Ministre de la Défense  
KIGALI

Annexe :

Réf. N° :

Objet :

Monsieur le Ministre,

Subsidiairement à notre entrevue de ce matin 22/4/1994, J'ai le devoir de vous confirmer les conclusions de notre entretien :

1. Il est fort regrettable que au moment où le Gouvernement Rwandais et l'Etat-Major de l'Armée Rwandaise travaillent jour et nuit pour ramener le calme dans le Pays et assurer la sécurité des personnes et des biens, il est donc fort regrettable que des groupuscules des gens de mauvaises intentions agissent derrière notre dos et continuent à perpétrer des massacres des personnes et à piller leurs biens.
2. Il est par ailleurs fort regrettable que, au moment où le Président de la République multiplie les contacts avec les autorités locales et la population pour les encourager à la vigilance mais aussi à la tolérance et au pardon mutuel, il est malheureusement regrettable, que les membres de sa propre famille soient l'objet de menaces des agents saboteurs de la paix ou qui veulent assouvir leurs passions.

Est-il besoin, Monsieur le Ministre, de vous réaffirmer que dans le cas où un des membres de ma famille dont la liste en votre possession serait tué par cette bande de malfaiteurs, est-il besoin de vous réaffirmer qu'il me serait très difficile de continuer à épuiser mes énergies au service des ingrats et des traîtres ?

**Confidentiel**

Confidentiel

3. Il serait plus regrettable encore, Monsieur le Ministre, si les rumeurs qui courent selon lesquelles certaines personnes profiteraient de la crise pour se débarrasser des Banyanduga gênants, il serait non seulement regrettable mais plutôt catastrophique, car cette fois-ci l'objectif de l'ennemi serait atteint sans difficulté, c'est à dire la division, la discorde et l'autodestruction des Bahutu. N'y a-t-il pas moyen d'agir vite et de façon ferme, Monsieur le Ministre, pour éviter qu'on en arrive là ? Oui, il est possible d'arrêter les dégâts et de dissoudre ces groupuscules de malfaiteurs.

C'est pourquoi je suggérerais au Premier Ministre qui me lit en copie, de réunir le Conseil des Ministres pour débattre de ce problème qui me semble prioritaire et d'arrêter des mesures énergiques appropriées, sinon, comme j'ai déjà eu l'occasion de le déclarer, tous nos efforts seraient vains et nuls, si nous ne parvenons pas tout d'abord et ce à tout prix, à ramener la paix et à assurer l'ordre et la sécurité de la population.

Je me permets d'espérer, Monsieur le Ministre, que ce complément à notre entretien de ce matin puisse éveiller votre sensibilité, pour qu'ensemble nous puissions poursuivre l'action salvatrice que nous nous sommes assignée. Le peuple rwandais et l'histoire nous en seront reconnaissants.

Le Président de la République  
Dr SINDIKUBWABO Théodore



Copie pour information :

- Monsieur le Premier Ministre  
KIGALI.

2. Rapport d'Emmanuel Nzeyimana, officier d'ordonnance du Président Théodore Sindikubwabo au Commandant de l'ESO de Butare le 26 avril 1994

BUTARE, le 26 Avr 94

Au Comd ESO

Objet: Rapport occasionnel de  
renseignement.

1. Son Excellence Monsieur le Président de la République, de passage à BUTARE, a appris que trois (3) personnes avaient été tuées ce 26 Avr 94 dans le Secteur NKUBI-NGOMA-BUTARE.

2. S.E m'a chargé de vérifier ces informations. J'ai effectué une descente sur les lieux et le Conseiller de Secteur m'a confirmé les faits. Il m'a même dit que la bande de tueurs poursuit la chasse aux gênants. J'ai pu apprendre que l'activiste le plus acharné est Mr SEMWIZA Jean, Président du MDR dans le Secteur NKUBI et qu'il serait décidé à poursuivre ses forfaits jusqu'au dernier "indésirable".

Le Conseiller de Secteur affirme que les massacres actuels sont de purs règlements de comptes.

X Parmi les tués se trouve le vieux MPAKANIYE Claver, beau-père de la fille du PRESIREP.

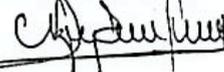
Le nommé KAYIRANGA Emmanuel, commerçant et fils du regretté Claver, a également alerté Son Excellence au sujet des menaces par téléphone que des inconnus continuent de lui proférer en quête d'argent.

3. S.E est profondément indigné par ces massacres et ce terrorisme qui se poursuivent au mépris des messages de pacification lancés par lui-même et réitérés par le Gouvernement.

Il vous demande de déployer toutes vos énergies pour faire cesser sans délais ces actes regrettables qui risquent de faire sombrer le pays dans le chaos au grand profit du FPR.

N.B.: La maison de KAYIRANGA Emmanuel sise à Rango a été détruite après pillage, le matin du 27/4/1994-

NZEYIMANA E.  
Capt  
Offr ORD PRESIREP



**3. Déposition de Jean Kambanda, Premier ministre, TPIR, T2K7-66, 19 mai 1998, p. 16 et 17, 22-24.**

“JK. Ça concerne le président Sindikubwabo. Il a effectué des visites à Butare pendant les massacres. Le président Sindikubwabo se rendait régulièrement à Butare où il demeurait, même que sa femme l’a rejoint à Gitarama après la réunion du 19 avril 1994. Il a été vu au... après cette période du 19 avril 1994, visitant au moins trois communes de la préfecture pendant que les massacres des Tutsis avaient lieu. Ce sont les communes de Gishamvu, de Runyinya qui toutes trois [?] étaient fortement peuplées par les Tutsi qui ont pratiquement tous été éliminés. Dans chaque commune, il devait tenir une réunion et rencontrer les responsables comme son rôle de président de la République l’exigeait. J’ai en mémoire une partie de son discours prononcé le 19 avril 1994 lors de l’assemblée de nomination du nouveau préfet de Butare. Les Tutsi se rassemblent dans les paroisses où on leur sert de la bouillie de sorgho pendant que les Hutu chassés de leurs biens par le FPR restent dehors sous la pluie où ils meurent de faim et de soif. Les gens se sont attardés à travailler alors que moi je considère cette dernière phrase beaucoup plus importante, car pour la première, la première phrase il est possible d’avoir une équivoque mais pour celle-ci c’est impossible. Le cas du nommé [Emmanuel Kayiranga] qui est le frère du gendre du docteur Sindikubwabo me [inaudible], au cours de la période après le 20 avril 1994, cet homme tutsi qui avait obtenu la protection d’un garde présidentiel via les recommandations du président Sindikubwabo continua à vaquer à ses occupations commerciales, en se rendant au Burundi il fut intercepté sur une barrière et tué avec son garde du corps. Ceci amena le président Sindikubwabo à écrire une lettre menaçante au ministre de la Défense Bizimana, dans laquelle il expliquait que lui il se dévouait du mieux qu’il pouvait, que pendant ce temps sa famille était massacrée. J’ai reçu copie de cette lettre.”

Q. Le premier paragraphe s’adressant au Président... c’est, il a prononcé ça lors de la nomination du, du nouveau préfet ?

JK. Oui.

Q. Vous dites, l’explication, vous dites ‘les gens se sont attardés au mot travailler’, qui lui peut être interprété de différentes façons ?

JK. Oui.

Q. L’interprétation qu’on lui donnait à ce moment-là, en avril 94, c’était quoi travailler ?

JK. Je dis qu’il pouvait recevoir plusieurs interprétations.

Q. Ok.

JK. Dont travailler, puisqu’effectivement il l’a, il l’a placé dans un contexte où les gens devaient continuer à vaquer à leurs occupations habituelles, mais la deuxième interprétation pouvait être de dire de tuer les Tutsi. Donc il y avait deux interprétations possibles si on place le mot dans un contexte donné.

Q. Ok. Ce mot-là, travailler...

(...) **p. 22 à 24**

Q. Ça nous amène à parler de... du frère du gendre de Sindikubwabo. Cet homme-là était Tutsi, commerçant, il avait la garde de, il avait un garde présidentiel qui l’accompagnait toujours ?

JK. Oui.

Q. Ça c’est après le... c’est après le 20 avril ?

JK. Oui.

Q. C’est après votre passage ...

JK. Butare, oui.

Q. Vous est-ce que vous êtes relié de près ou de loin ... au fait qu'il y ait eu un, un garde présidentiel avec lui ? La demande vous avait été faite à vous ou si...

JK. Non c'est que lui, quand il s'est adressé au... au ministre de la Défense, il m'a donné une copie.

Q. Lorsque, lorsque Monsieur le Président s'est adressé au ministre de la Défense, il vous a donné une copie ?

JK. Oui.

Q. Ok. C'était une lettre de protestation, suite au meurtre de cette personne-là.

JK. Oui.

Q. C'est pour ça que vous en venez à en parler dans votre déclaration ?

JK. Oui.

Q. Est-ce qu'il y a d'autres informations qui vous sont parvenues relativement ce meurtre-là ?

JK. Non.

Q. Non ? C'est les seules que vous avez eues ?

JK. Ce sont les seules, oui.

Q. C'est ce qui aurait causé un froid ou un... un problème entre Monsieur Bizimana et Monsieur Sindikubwabo ça ?

JK. Sûrement. Et ça... c'est pas, ça n'a pas transpiré jusqu'à moi, mais le ton de la lettre nous montre qu'il y a déjà un problème entre les deux.

Q. C'était dur la lettre, le ton de la lettre était assez sévère ?

JK. Oui.

Q. Vous vous aviez cette lettre-là, chez vous, dans vos papiers ?

JK. Oui. »